SELON LE PRÉSIDENT FRANÇAIS HOLLANDE

La brouille avec le Maroc est «dépassée»

Le Président français François Hollande a poursuivi hier à Tanger son offensive de charme pour renouer des relations sereines avec le Maroc et son roi Mohammed VI, affectées par une brouille de près d'un an.

Les difficultés entre les deux pays «sont non seulement effacées, surmontées mais surtout dépassées», a déclaré M. Hollande au second jour de sa visite dans le royaume.

S'adressant à la communauté française au consulat, le Président français a affirmé avoir «ouvert» avec Mohammed VI «une nouvelle étape» du partenariat franco-marocain. L'objectif de ce déplacement à Tanger, le grand port du nord du Maroc, était de démontrer que la brouille diplomatique de près d'un an provoquée par des dépôts de plaintes en France pour «torture» visant le patron du contre-espionnage marocain, Abdellatif Hammouchi, était bel est bien terminée.

Et que le temps était venu de renouer les liens traditionnellement forts de la France avec son ancien protectorat, allié de poids au Maghreb sur le plan aussi bien sécuritaire, politique qu'économique.

«Nous avons une coopération qui n'a jamais cessé» et «rien ne pourra l'altérer», a affirmé M. Hollande, en évoquant la politique sécuritaire. Car, a-t-il précisé, les deux pays sont «confrontés aux mêmes défis» dans la lutte contre le terrorisme, notamment du groupe djihadiste Etat islamique. Les deux pays, qui ont durci récemment leur arsenal législatif antiterroriste, ont par ailleurs décidé d'unir leurs efforts pour la formation d'imams à l'Institut Mohammed VI, ouvert en mars à Rabat. Une déclaration conjointe a été signée samedi pour stipuler que cette formation devra promouvoir «un islam du juste milieu» conforme aux «valeurs d'ouverture et de tolérance» mais aussi «pleinement ancré dans les valeurs de la République et de la laïcité».

Selon l'entourage du Président français, «une cinquantaine d'imams français» pourraient suivre chaque année dans cet institut une formation religieuse, complétée par un enseignement civique assuré par la France. Ils «pourront ensuite faire la démonstration en France que l'islam est une religion de paix», selon M. Hollande.

«Main dans la main» pour le climat

La France souhaite par ailleurs renforcer son rang de premier partenaire économique de Rabat grâce à l'importance de ses investissements, même si elle s'est fait ravir par l'Espagne la place de numéro un pour les échanges commerciaux.

Photo : DR

François Hollande.

«Nous sommes capables d'avoir des partenariats exceptionnels», notamment «dans l'automobile, l'aéronautique et les infrastructures», a déclaré M. Hollande en rappelant que «750 entreprises françaises» étaient implantées au Maroc. Renault possède en particulier depuis 2012 une méga-usine près de Tanger dont la capacité de production dépasse les 200 000 véhicules par an.

Accompagné de cinq ministres et d'une délégation étoffée de chefs d'entreprises, M. Hollande a pu découvrir samedi les rames flambant neuves du TGV marocain, livrées par Alstom, qui doit entrer en service en 2017-2018 pour relier à terme Tanger à Casablanca.

Les deux chefs de l'Etat ont signé dimanche un «Appel de Tanger» en vue de la prochaine conférence climat (COP21) à Paris (30 novembre au 11 décembre) et de la suivante prévue en 2016 à Marrakech. Dans cette déclaration, les deux dirigeants promettent de travailler «main dans la main pour la réussite de ces deux rendez-vous».

Le Maroc fait figure de bon élève dans la lutte contre le réchauffement climatique. Il est le premier pays du Maghreb à avoir remis sa contribution pour la Conférence de Paris, avec l'objectif de passer à 42% d'énergies renouvelables d'ici à 2020 et de réduire de 32% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 par rapport à 2010.

En dépit de ces bonnes résolutions, la visite de M. Hollande s'est déroulée sous le feu de critiques d'organisations de défense des droits de l'Homme et de la liberté de la presse.

L'association Reporters sans frontières (RSF) a dénoncé des atteintes à «la liberté d'information» au Maroc, alors que d'autres se sont insurgés de la prochaine remise des insignes d'officier de la Légion d'honneur à M. Hammouchi, comme l'a promis le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve en récompense du rôle du chef de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), dans la lutte contre le terrorisme.

Addis-Abeba inaugure avec fierté son tramway, financé par les Chinois

Le tramway d'Addis-Abeba a inauguré hier son tramway, une infrastructure largement financée par des fonds chinois et considérée comme une étape majeure dans le développement économique de l'Ethiopie.

Avant même la coupure de ruban, plusieurs centaines de personnes attendaient déjà en file indienne de pouvoir monter dans les premières rames blanches et vertes flambant neuves du premier tramway moderne d'Afrique sub-saharienne, pilotées par des conducteurs chinois.

Les deux lignes de 34 km construites par l'entreprise chinoise China Railway Engineering Corporation (CREC), d'une capacité de 60 0000 passagers par jour, ont coûté 475 millions de dollars, couverts à 85% par la banque chinoise Exim.

Seule la première ligne, nord-sud, est ouverte pour l'instant au public.

L'axe est-ouest doit débuter le mois prochain.

Après un chantier long de trois ans, «je suis très content et très fier en tant qu'Ethiopien de voir ce tramway. On l'attendait depuis longtemps. Cela va améliorer le manque de transports», s'enthousiasme Dereje Daba, l'un des premiers passagers à tenir son ticket en main, après 2 heures d'attente.

Serveur dans un café du centre-ville, le jeune homme espère réduire son temps de trajet depuis son domicile du quartier de Piazza à une vingtaine de minutes, contre au moins une heure actuellement avec les minibus, au prix de longues files d'attente.

Le nouveau tramway doit permettre de décongestionner la capitale éthiopienne dans laquelle les transports publics des 5 millions d'habitants sont assurés par des bus hors d'âge et les «blue donkeys», des minibus privés notoirement inconfortables, mal entretenus, qui laissent derrière eux d'épaisses volutes de fumées noires.

Le tramway d'Addis-Abeba est présenté comme un projet phare de la stratégie de développement du gouvernement éthiopien qui multiplie les grands chantiers : voies ferrées, autoroutes, barrages hydroélectriques.

Durant les élections de mai dernier, le parti au pouvoir depuis 25 ans ne manquait jamais de mettre en avant le tramway d'Addis comme un fleuron de la «nouvelle Ethiopie». «C'est un symbole de modernité. C'est un train très moderne qui servira la capitale éthiopienne et la capitale de l'Afrique. Nous en sommes très fiers», martèle Workneh Gebeyehu, le ministre des Transports, en référence au statut de capitale diplomatique d'Addis-Abeba avec la présence du siège de l'Union africaine.

Le tarif des tickets, entre 2 et 6 biir selon la distance (0,08 à 0,25 eur), a été fixé volontairement bas et le fonctionnement du tramway sera fortement subventionné par l'Etat.

Les autorités éthiopiennes assurent que le tramway sera épargné par les coupures d'électricité quotidiennes à Addis-Abeba grâce à un système de ligne électrique dédiée, indépendante du réseau principal.

ÉGYPTE

Un policier et un civil blessés dans l'explosion d'une bombe au Caire

Un policier et un civil ont été blessés hier dans l'explosion d'une petite bombe sur une artère animée du Caire, près de locaux administratifs du ministère des Affaires étrangères, a indiqué un responsable de la police.

Depuis que l'armée a destitué le Président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013, des groupes djihadistes ont multiplié les attentats visant les forces de l'ordre.

Hier, dans un quartier animé de l'ouest du Caire, une petite bombe a explosé près du Bureau des homologations dépendant du ministère des Affaires étrangères, blessant légèrement un policier et un civil, a indiqué un responsable de la police sous couvert de l'anonymat.

Les attaques les plus meurtrières ont été perpétrées dans le nord de la péninsule du Sinaï — bastion de la branche égyptienne du groupe djihadiste Etat islamique (EI). Mais la capitale n'a pas été épargnée. Le 20 août, 29 personnes, dont six policiers, avaient ainsi été légèrement blessées par un attentat à la voiture piégée perpétré par l'EI contre un bâtiment de la police dans un quartier populaire du nord du Caire.

Les djihadistes avaient lancé leur campagne d'attentats à l'été 2013 après la sanglante répression des pro-Morsi.

Plus de 1 400 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers emprisonnées dans le cadre de la répression. Des centaines, dont M. Morsi lui-même, ont par ailleurs été condamnées à mort dans des procès de masse expéditifs.